



# Lettre

**rouge** 7

n°134, 11 nov 2009

## Des listes unitaires et alternatives...

### Marches...

**contre le chômage,  
les précarités  
et les licenciements**

**Vendredi 4  
décembre,  
9h30, St Sever**

**— Urgence  
climatique  
justice sociale  
Manif 5 décembre**

**Débat 18h, halle aux Toiles**

**Vendredi 20 Nov**

**D**ANS la rue et dans les urnes, dans les manifestations ou les conseils régionaux, nous voulons défendre les mêmes revendications : nous ne voulons pas payer leur crise. A eux les profits retrouvés, à nous la facture... Non, nous voulons défendre un programme d'urgence sociale et écologique qui s'oppose frontalement à Sarkozy et au Medef, mais qui n'a rien à voir avec la gestion sociale-libérale du PS et d'Europe Ecologie. Dans notre région, le conseil régional présidé par Alain Le Vern a multiplié les cadeaux aux entreprises : 4,5 millions d'euros à Total en décembre 2003, au moment où il licenciat 216 salariés à Azf Grande Paroisse. 4 millions d'euros à Renault, au moment où il était condamné pour abuser du travail précaire et faisait +31,7% de bénéfices. Encore 12 millions d'euros à Renault en juin 2009 pour le moteur R9M. Elus Pcf et Verts ont voté ces subventions !

### Pour des listes unitaires alternatives...

Le NPA a pris l'initiative de réunir la gauche de la gauche : PCF, PG, Alternatifs, Fédération, Forum des quartiers populaires... Parce que l'unité autour d'un programme alternatif est légitime. Mais avant tout débat sur le programme, le Pcf et le Parti de Gauche ont dit clairement vouloir se présenter au premier tour, pour rejoindre ensuite PS et Europe-écologie dans les exécutifs régionaux. Nous ne pouvons rentrer dans des majorités qui multiplient les subventions aux licenciements et aux pollueurs ! Nous proposons à la discussion unitaire quelques mesures clefs pour marquer la rupture dans les conseils régionaux : transports de proximité gratuits, mesure sociale et écologique; Arrêt des fonds publics aux entreprises privées, fonds publics pour les services publics, les associations; Récupération des subventions publiques aux entreprises qui licencient ou polluent; Arrêt des subventions aux lycées privés, pour donner plus aux lycées des quartiers populaires; Arrêt du financement des organismes privés de formation, contrôlés par le Medef, comme les CFA, service public de la formation professionnelle; Arrêt de la précarité pour les salariés des conseils régionaux. Nous souhaitons poursuivre le débat avec tous, et sommes disposés à des listes unitaires avec toutes les forces qui préfèrent ces exigences face à la crise aux négociations de postes avec le Ps.

**><http://www.npa2009.org/npa-tv/all/14038>**



**>Lycées >TCAR**

**>Foyers Aftam**

**>page 2**

**>La Poste, EDF**

**>Autoliv**

**>page 3**

**Dossier**

**>Nos emplois  
pas leurs profits**

**>page 4-5**

**>Sans-papiers >Israel**

**>Grande communauté**

**>Copenhague >Bisphenol**

**>page 6-7**

# Suppression de postes réforme Darcos-Chatel

Tous en grève le 17, le 24 nov

**La mobilisation  
lycienne  
a commencé  
à Rouen,  
elle doit devenir  
nationale pour aller  
vers un mouvement  
d'ensemble...**



● **Les lycéens organisent la riposte!** Une mobilisation lycéenne a eu lieu à Rouen jeudi 22 octobre. Elle a rassemblé plus de 1000 lycéens contre les suppressions de postes et la réforme des lycées. C'est devenu normal d'être 35 dans une classe. Si on ne fait rien, ce sera bientôt 40 et ça en en révolte un certain nombre. Tout est parti un peu du lycée Blaise Pascal, de la rive gauche de Rouen. Suite à l'annonce de Sarkozy, nous avons pensé qu'il était nécessaire d'organiser une assemblée générale. Cette assemblée a regroupé 70 lycéens, qui ont décidé de se mobiliser le 22 octobre, et d'essayer d'entraîner les autres lycées avec eux. Cela a eu son effet et a permis que plus de 1000 lycéens soient rassemblés ce jour pour prévenir Sarkozy : "On en a déjà assez des suppressions de postes, des classes surchargées, si tu nous colles en plus une réforme, ça ne passera pas, on ne se laissera pas faire". Corneille était particulièrement mobilisé ce jour, des lycéens de Jeanne d'Arc, de Saint Saens et d'autres lycées étaient là aussi.

Pourtant la police a bien essayé de nous en empêcher. Le matin de la mobilisation, une vingtaine de flics nous attendaient très tôt pour empêcher le

blocus. Mais les lycéens de Blaise ne se sont pas laissés faire, malgré la fouille et les provocations nous sommes restés calmes et avons attendu leur départ pour maintenir notre blocus, mais sans poubelles, uniquement grâce à une épaisse chaîne humaine. Nous étions trop nombreux ensuite pour que la police se permette d'intervenir.

Les directions de Jeanne d'Arc et de Saint Saens ont enfermé les lycéens à l'intérieur du lycée pour les empêcher de se mettre en grève! Particulièrement à Jeanne d'Arc où un lycéen s'est cassé le talon en sautant pour rejoindre les grévistes. Comment nous reprocher nos blocus quand la direction utilise les mêmes méthodes, mais cette fois sans laisser sortir ceux qui le souhaitent? Les lycéens eux laissent passer ceux qui souhaitent aller en cours quand c'est possible. Suite à ce succès, nous avons décidé en fin de manif de continuer à la rentrée. Les assemblées générales se préparent et nous nous joindrons à l'appel national à la grève le 17 novembre pour les lycéens et étudiants dans le but de construire une mobilisation encore plus grosse le 24 novembre, cette fois avec les professeurs!

## Foyer AFTAM

### La maltraitance des résidents en foyers

● **A l'initiative des résidents du foyer AFTAM de Grand-Quevilly** est organisée une réunion sur une politique de l'Etat et des gestionnaires indigne des résidents. Quelles propositions? Quelles luttes sont menées ou à mener? Comment aller vers une coordination des foyers en lutte... Trois projections pour un avenir vivable *Regard sur cinq foyers*, montage photos présenté en 2006 au COPAF, Tribunal correctionnel pour la cuisine du foyer AFTAM Clisson Paris 13ème et Copaf et réhabilitations des foyers. Des représentants des résidents en lutte du foyer AFTAM de Grand-Quevilly, du Collectif pour l'Avenir des Foyers (COPAF) et du SOREFOM, Solidarité avec les Résidents des foyers des Migrants animeront le débat. Plus d'une vingtaine d'organisations, dont les Asti de Pt Quevilly et d'Elbeuf, le CDLF, la Cimade... et bien sûr le NPA soutiennent cette initiative pour un logement digne!

**> Samedi 28 novembre 2009  
Réunion-débat de 15 à 18h  
Maison des Associations  
22 rue Dumont d'Urville  
Rouen  
Près de la préfecture**

## TCAR...

### En grève sur les salaires et les horaires

● **Soutien à la grève des salariés de la TCAR** Jeudi 12 novembre, à l'appel de CGT, CFDT et FO, les salariés des transports en commun de l'agglomération seront en grève. Comme celles du 15 septembre ou du 16 octobre (CGT seule), elle sera sûrement largement suivie. Les conducteurs de bus et de métro luttent contre une aggravation de leurs conditions de travail, pour la fin des doubles services et des augmentations de salaires. L'abaissement de l'amplitude du temps de travail est la revendication principale des conducteurs.

En effet, la direction de la TCAR veut revenir sur un accord passé après la grève de décembre 2007. Elle avait promis de réduire l'amplitude horaire maximale de 13h à 11h. Deux ans après l'accord, le prétexte de la direction est celui de la crise : pas assez d'argent pour faire les embauches nécessaires à cette modification de l'amplitude! Peu importe la sécurité des voyageurs et la santé des

conducteurs! Et pourtant de l'argent, il y en a. En 2008, la TCAR est bénéficiaire. Mais voilà, en 1993 la communauté d'agglomération dirigée maintenant par le PS, le PC et les Verts, qui gère le budget de la TCAR, a en effet confié une délégation de service public à la multinationale Veolia. La TCAR est donc gérée par une société privée et ses actionnaires.

Des années plus tard, on voit les désastres du processus de privatisation des transports publics quant aux conditions de travail des conducteurs. Le NPA apporte son soutien aux salariés de la TCAR qui se battent pour la réduction de l'amplitude horaire, avec des embauches, pour de meilleurs salaires. Plus que jamais, tous ensemble, salariés et usagers, il est nécessaire de lutter contre la privatisation, pour de véritables transports en commun publics et gratuits.

Le 8 novembre 2009

*Succès de la votation citoyenne*

# Il faut Une manifestation nationale pour faire reculer Sarkozy!



**Après le succès de la votation citoyenne, postiers et usagers doivent frapper encore plus fort. Le Npa défend l'idée d'un référendum et d'une manifestation nationale de masse à Paris pour faire reculer Sarkozy!**

## ● La Poste doit rester un service public

Dans les bureaux de Poste, la suppression de guichetiers allonge les files d'attente. A Rouen, 25 tournées ont été supprimées à la distribution du courrier. Les facteurs terminent leurs tournées parfois au-delà de leurs horaires, sans aucune compensation! Certains jours, des tournées ne sont pas assurées faute de remplaçants. Au Centre Financier des Emmurées, 108 personnes vont perdre leur activité début 2010. Le traitement du courrier, des chèques, des virements va être transféré à Paris. Ces réorganisations préparent la transformation de la Poste en Société Anonyme, pour la livrer aux financiers. Chacun sait, à l'heure où les suicides à France Télécom viennent tragiquement le rappeler, quelles sont les conséquences des privatisations sur les conditions de travail et l'accès aux services publics.

Avec 2,3 millions de votants dont plus de 72 000 en Seine Maritime, le succès de la votation du 3 octobre a mis le gouvernement et la direction de La Poste en difficulté. Dès le lendemain, La Poste publiait dans toute la presse une page de publicité pour défendre son projet. Les ministres, Estrosi en tête, continuaient leurs mensonges assurant que le

changement de statut n'entraînerait pas la privatisation. Seul Henri Guaino, le conseiller spécial de Sarkozy, se permettait de dire la vérité, rappelant que les lois n'étaient pas éternelles. En effet, qui peut croire que le scénario France Télécom ou GDF ne sera pas renouvelé? Le comité national contre la privatisation a édité une carte pétition adressée au Président, lui demandant de respecter le résultat de la votation. Des initiatives régionales doivent avoir lieu. L'engouement populaire qui s'est exprimé lors de la votation citoyenne est un encouragement pour les postiers à faire grève à partir du 24 novembre à l'appel de l'intersyndicale. A Paris tous les syndicats appellent à la grève reconductible. Pour faire plier le gouvernement postiers et usagers doivent se retrouver dans la rue à Paris avant le vote de l'Assemblée Nationale. Entre une manifestation des postiers seuls en semaine ou une montée avec les usagers un dimanche, le débat n'est pas encore tranché. Pourtant les postiers ne sont pas seuls. L'éducation nationale sera aussi en grève le 24 novembre ainsi que les banques. Les cheminots se mobilisent début décembre. Une convergence des luttes est possible. Il faut s'en donner les moyens.

*140 emplois  
menacés  
chez  
l'équipementier  
de Caudebec*

● **NPC AUTOLIV une mise à mort programmée!** De 2008 à 2009, l'usine NPC de Caudebec les Elbeuf a perdu une certaine d'emplois et les investissements nécessaires à son avenir n'ont pas été faits. Elle est mise en redressement judiciaire. Les salarié(e)s mènent une longue lutte et Autoliv finit par racheter l'usine pour un prix symbolique, mais à condition de pouvoir licencier 120 personnes.

Moins d'un an après avoir racheté l'usine de Caudebec, le groupe Autoliv prépare maintenant sa liquidation pure et simple. Alors que Renault Cléon et Sandouville sont confrontés au chômage partiel, les équipementiers du département continuent de vivre restructurations, délocalisations et licenciements. Le sort actuel de NPC en est l'illustration. Renault (et PSA), en tant que donneurs d'ordres, sont les premiers responsables de cette casse de l'emploi. Le groupe Autoliv est une multinationale de 40 000 salarié(e)s, comprenant 80 sociétés implantées dans 30 pays. Qui pourra nous faire croire que supprimer 140 emplois à Caudebec est indispensable à la survie de ce groupe?

Parce que la loi l'y oblige, Autoliv va proposer un semblant de plan de reclassement... Mais dans une agglomération déjà sinistrée, combien retrouveront un emploi? Alors, tous ensemble, syndicats, organisations, associations, élu(e)s, préparons la mobilisation, mobilisons nous pour empêcher cette fermeture, pour interdire à Autoliv de licencier, en maintenant l'activité sur l'usine de Caudebec!



## Un niveau de répression jamais connu!

● **240 salariés sanctionnés** 11 licenciements annoncés, des mises à pied, des rétrogradations avec pertes de salaires importantes, blâmes... Voici la réponse revancharde d'EDF SA et de GDF/SUEZ au mouvement social historique du printemps. Durant trois mois, des milliers d'agents d'EDF SA et de GDF/SUEZ se sont battus pour exiger un meilleur partage des richesses créées par leurs entreprises, la fin de la politique d'externalisation de nombre de leurs métiers et un plan d'embauche pour faire face aux missions de service public.

Les salariés en action ont fait le lien avec la libéralisation du secteur de l'énergie, avec les pratiques managériales qui ne produisent que de la souffrance. Tout cela, ce patronat ne le supporte pas. Leurs méthodes sont iniques, les conseils de discipline bâclés, les dossiers vides. L'objectif est d'effrayer, de

contraindre à accepter la libéralisation sans rechigner. Un niveau de répression jamais connu dans l'histoire de ces entreprises. Le mouvement syndical est bien sûr visé, de nombreux militants CGT mais également SUD Energie sont attaqués. Un des motifs récurrents contre les militants visés est de n'avoir pas "usé de leur devoir de modération". Le message du patronat est clair: "faites un syndicalisme convenable d'accompagnement, ou sinon nous frappons" Jeudi 4 novembre à Caen, 163 personnes ont participé au rassemblement contre le conseil de discipline. Ils ont envahis les locaux. Le conseil n'a pu se tenir. Une votation citoyenne contre les sanctions a aussi été organisée, après une pétition qui a rassemblé les signatures de plus de la moitié des agents de Normandie. Une première victoire, mais la mobilisation reste de mise, la volonté de la direction d'aller au bout étant forte.

# Nos emplois

## Arguments Npa Droit à l'emploi pour tous...

**Coordonner  
les luttes contre  
les licenciements,  
mobiliser  
précaires,  
chômeurs et  
salariés menacés  
de perdre leur  
emploi dans la  
marche contre le  
chômage,  
défendre le droit  
au travail  
pour tous  
à travers des  
revendications  
radicales**

### C'est possible!

● **Nos emplois, pas leurs profits !** La violence patronale redouble : en un an, 300 000 emplois supprimés, des fermetures d'entreprises par centaines, un chômage partiel massif, une diminution massive de l'emploi intérimaire (-30%), la suppression de plus de 30 000 emplois dans la fonction publique. Dans notre région, cette violence c'est 5 300 licenciements dans 111 plans en 2009 et l'explosion du chômage partiel (8,4 millions d'heures autorisées contre 180 000 en 2008). Les capitalistes font payer leur crise aux salariés. Cette crise est une aubaine pour déclencher les plans patronaux qui étaient dans les cartons.

Dans beaucoup d'entreprises, les salariés se battent contre les fermetures. Mais isolés les uns des autres, ils arrivent au mieux à faire payer le plus cher possible aux patrons leur mise au chômage. Grâce à ce massacre social, banquiers et industriels restaurent leurs profits. Cette joie retrouvée des capitalistes n'a d'égale que l'amertume et la colère des familles entières jetées dans la précarité. Chacun ressent l'injustice, l'intolérable de cette situation. Nous devons faire du droit à l'emploi une question politique, un choix de société. Pour imposer le droit de chacun à un emploi stable et bien rémunéré, voici les propositions du NPA.



**Pour l'interdiction des licenciements.** Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de ce système d'exploitation : le patronat doit pas pouvoir décider du sort de milliers de familles pour la réalisation de ses profits. L'interdiction des licenciements sous peine de réquisition des entreprises, sans rachat ni indemnités, profile un autre projet de société.

**La fin des subventions aux licenciements et pollueurs** L'Etat, le conseil régional distribuent par millions des aides aux entreprises, qui sont des dons aux patrons. Pour la fin des subventions publiques aux entreprises privées. Réinvestissement de ces fonds dans l'emploi et les services publics.

**Pour la suppression de la rupture négociée** Une autre épidémie sournoise frappe, les licenciements pour faute et les "ruptures négociées" : plus de 200 000 chaque année. Ils permettent aux



**Une nouvelle  
brochure du NPA  
Nos propositions  
pour l'emploi  
2 euros**

### Marche contre le chômage...

## Vendredi 4 décembre, 9h30, St Sever

● **Marche contre le chômage, les précarités et les licenciements** 40% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage dans les quartiers, 4 millions de personnes sont inscrites au pôle emploi, dont 40% enchainent des petits boulots précaires. 8 millions de travailleurs pauvres, dont 80% sont des femmes.

De nombreuses organisations ont décidé de marche régionales, qui convergeraient le 5 décembre à Paris. A Rouen, ASTI, LDH, DAL,

## Halte à la précarité!

Solidaires, Collectif des sans papiers, NPA... ont décidé d'une marche vendredi 4 décembre : départ à 9h30 Saint-Sever; arrêt au pôle emploi Rive-gauche avec demande d'audience; 10h30 : Préfecture avec demande d'audience. Un tract unitaire doit être distribué largement. Samedi 5 décembre : manifestation nationale à Paris, avec covoiturage.

><http://www.pourdesdroitsnouveaux.org/>

# pas leurs profits...

patrons de dissimuler les licenciements économiques, de faire pression sur les salariés. Pour la suppression de la rupture négociée, et la réintégration des salariés dont le licenciement est déclaré abusif

**Un plan d'embauche pour les besoins sociaux** L'Etat est le premier employeur de précaires et le premier licencié du pays. Ainsi il prévoit la suppression de plus de 150 postes au CHU de Rouen, alors qu'il faut embaucher massivement pour accéder à l'égalité des soins. La création d'emplois dans l'Education permettrait l'accès de tous à une éducation de qualité en diminuant les effectifs par classe, en assurant un accompagnement scolaire pour les élèves en difficulté; dans les transports, elle permettrait d'assurer une égalité entre tous, ainsi que des économies d'énergie, en favorisant les transports collectifs gratuits et de qualité. Arrêt des suppressions de postes du secteur public et embauche des tous les précaires. Création de millions d'emplois pour répondre aux besoins sociaux de la population et aux exigences écologiques.

**Stop à la précarité : un CDI !** Les CDD, l'intérim et les temps partiels c'est un statut précaire, un salaire partiel, une retraite partielle. La précarité frappe prioritairement les jeunes, les femmes, les travailleurs et travailleuses d'origine étrangère. C'est là qu'on trouve la plus forte proportion de salaires de misère, amputés par des horaires incomplets ou des périodes d'inactivité forcée, les bataillons de travailleurs et surtout de travailleuses pauvres. Interdiction de l'intérim, des CDD et des temps partiels imposés. Un seul type de contrat : le CDI dans le privé et l'emploi statutaire dans le public.

**Réduction du temps de travail pour vivre et travailler tous** Le gouvernement et les patrons ont une obsession, faire travailler plus, la nuit, le dimanche, les jours fériés, les heures supplémentaires, repousser l'âge de la retraite, et les conditions de travail sont toujours plus dures. Il faut travailler moins durement, pour ne pas perdre notre vie à la gagner. Réduction du temps de travail à 32 heures, avec embauches correspondantes et sans perte de salaire, et poursuite de la réduction du temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage.



Nos propositions sont-elles farfelues, utopiques, illusoires? Par exemple, pour embaucher 800 000 fonctionnaires, il faut 40 milliards d'euros : c'est le montant du remboursement des intérêts de la dette de l'Etat auprès des banques! Mais plus largement, il faut aller chercher l'argent là où il se trouve, et faire payer les capitalistes. Et pour ça pas de miracle : c'est à un mouvement d'ensemble qu'il faut se préparer!

## Vallée de la Bresle

Verrerie St Gobain  
droit à l'emploi  
ou  
solution industrielle

● **Le secteur verrier de la Vallée de la Bresle** (95% de la production mondiale de flaconnage de luxe) est particulièrement touché par les plans "sociaux", licenciements et chômage partiel. A la verrerie de Saint Gobain Desjonquères (SGD), 57 à 130 emplois sur 1077 salariés, sont menacés, avec des effets importants sur les nombreux sous-traitants. En septembre et octobre, deux manifestations pour l'emploi ont rassemblé respectivement 1800 et 300 personnes, dont des salariés venus en solidarité.

Alors que les élus locaux, PCF surtout, ont demandé et obtenu fin octobre une réunion de travail avec le chef de cabinet du ministère de l'Industrie autour de la revitalisation du secteur (assises du pôle verrier, 1 million d'euros pour la recherche et innovation, lutte contre la contrefaçon...), l'UI Cgt Eu-Le Tréport reste prudente. Sa secrétaire déclarait à Paris-Normandie : "Il est quand même étonnant qu'une usine comme SGD, qui tournait bien jusqu'à son rachat par des fonds d'investissement, en 2007, soit aujourd'hui plus qu'endettée, qu'elle ne fonctionne qu'avec neuf lignes de production au lieu de vingt et une et que 57 à 130 emplois soient aujourd'hui menacés".

## Sncf fret...

### Pertes d'emplois, filialisation...

● **2010 année noire pour le service public du fret SNCF** La direction cherche à valoriser la SNCF par une pub écolo. Au quotidien, nos dirigeants, démontrent par leurs actes que leur unique objectif est la productivité. Avec ses conséquences néfastes écologiques, mais dans un premier temps surtout sociales. En effet sur l'ensemble des chantiers de la région, il est annoncé des suppressions de postes. Au Havre, la direction parle d'une suppression totale de l'activité fret SNCF. Cela concerne 120 agents. La direction va créer une filiale à la filiale naviland cargo, dans laquelle elle souhaite reclasser au maximum 80 cheminots. Pour l'instant pas de volontaires, mais la pression de la direction va augmenter, avec le chantage des mutations d'offices, voire de l'application stricte du statut pouvant déboucher sur un licenciement, si l'agent refuse des propositions de mutations.

A Caen, où l'activité fret est déjà mal en point, on annonce une dizaine de postes en moins, avec une

possibilité pour 2 ou 3 cheminots d'être repris dans une filiale (vfl). Au triage de Sotteville, la direction prépare par des annonces multiples, pas encore officielles, la fin du triage par gravité. On estime le coût social direct à une perte de quinze emplois minimum. Sur le port de Rouen, les discussions sont en cours, mais en toute logique, le transfert de l'activité fret SNCF vers une filiale, avec une suppression d'au moins 20 emplois à la SNCF est envisagée. Là aussi, le chantage à l'emploi sera utilisé pour pousser les cheminots vers les filiales. L'objectif est clair, casser le service public fret SNCF en utilisant la crise et la concurrence comme justification d'une situation créée par ses choix politiques.

Face à cette situation, c'est l'ensemble du mouvement social qui doit réagir, comme au triage de Somain dans le nord où des manif sont organisées pour sauver 400 emplois sur le triage. Alors cheminots, usagers, syndicats et organisations politiques, organisons la riposte sociale.

LE FRET DE MARCHANDISES ON VA LAISSER TOMBER...  
PRIORITÉ AU TRANSPORT DE GREVISTES VERS L'ANPE!



séquestrons  
les profits

# Sans-papiers

LA FRANCE BLACK BLANK BEURK



Alors que l'on fête le 20ème anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, la politique d'expulsion et de chasse aux sans-papiers la met en danger tous les jours!  
Rassemblement samedi 21 novembre à 15h  
Place de la cathédrale, à Rouen à l'appel de RESF, du CDLF et de nombreuses organisations dont le NPA

## Israël...

### Boycott!

● **La campagne BDS** comme Boycott-Désinvestissement-Sanctions est née à l'initiative de plusieurs centaines d'organisations palestiniennes contre la politique israélienne. Nous nous engageons à refuser d'acheter ou de consommer les produits et les services de l'économie israélienne. Cet appel au boycott de ces produits s'inscrit dans le cadre d'une dénonciation politique, il ne vise pas les individus de la société israélienne. Au cours de deux réunions à Canteleu, nous avons donc mis en place cette campagne de boycott. Dans un premier temps, nous avons enquêté auprès des magasins de la ville et nous avons relevé que des fruits, des légumes, jus de fruits, "jaffaden" par exemple, étaient importés d'Israël. Nous adressons au directeur du magasin Leclerc une lettre, soulignant cet état de fait, lui demandant de cesser de vendre ces produits. Nous envisageons, si la réponse est négative, de manifester au rond point devant le centre commercial et de diffuser des tracts appelant au boycott. Cette initiative est le fait des membres de l'AFPS, association France Palestine Solidarité de Canteleu et elle est reprise par celle de l'agglo. Avec le soutien du NPA bien sûr.

● **Chasse sur les terres du FN** "Il n'y a pas de chasse aux étrangers, pas de quotas à atteindre". C'est en ces termes que le commissaire Angelini a répondu à la délégation du rassemblement du 27 octobre. A l'appel du CDLF et de RESF, une trentaine d'organisations et une centaine de personnes ont protesté contre l'interpellation de cinq sans papiers pendant une maraude des restos du cœur, place des Emmurées. "Si nous sommes intervenus, c'est suite à un appel de riverains qui se plaignaient de troubles à l'ordre public" a-t-il encore précisé. Le commissaire affirme par ailleurs ignorer le cas de deux autres personnes interpellées quelques jours plus tard dans le même secteur. Etonnant quand on sait que ces personnes ont été arrêtées, jugées et relaxées sur décision du juge au vu que les lieux et horaires du contrôle correspondaient à ceux de la distribution de repas et constituaient donc une procédure irrégulière.

Pas de politique du chiffre à Rouen, donc! Mais des riverains excédés par les nuisances provoquées par... la misère! Pas de chasse aux étrangers à Rouen, donc, mais des enfants qui dorment dans la rue ou qui mendient dans les couloirs du métro. Pas de politique du chiffre, mais une attitude de plus en plus rude à la Préfecture, qui exécute à la

lettre les directives du ministre de l'immigration et de la (fameuse) identité nationale. Rien ne semble arrêter le gouvernement, qui expulse par charter franco-britannique 27 afghans dans un pays en guerre. Le couple infernal Berlusconi Sarko dépose un projet de vols-charters financés par l'UE.

Malgré leur vulnérabilité, les sans papiers résistent. Ils s'organisent, soutenus par un collectif de 11 organisations "On bosse ici, on vit ici, on reste ici". C'est le mot d'ordre des 5000 grévistes, d'après le dernier comptage de la Cgt. Ils pourraient ajouter "on paye ici". Car la majorité des travailleurs sans papiers sont en CDI, CDD ou en intérim. Ils paient des impôts, des cotisations sociales, sans pour autant bénéficier des prestations qui y sont rattachées. C'est ainsi 2 milliards d'euros que l'Etat perçoit sans la moindre contrepartie. Les autres travailleurs "au noir" surexploités sont de véritables esclaves contemporains. Par le choix de la grève comme moyen d'action, au-delà de la lutte pour la régularisation pour tous, les sans papiers ont donné à leur mouvement un caractère de conflit social. Leur lutte devient représentative de l'ensemble des précaires. Tous sont exploités de la même manière et doivent se rejoindre pour être plus forts. Soyons solidaires de leur combat.

## Grande communauté...

Pour la définition des besoins sociaux, écologiques

### Absence de démocratie... participative!

● **A peine élu président de la communauté d'agglomération** "Laurent Fabius sort de son chapeau le projet de grande communauté urbaine, sans jamais en avoir fait un enjeu du débat municipal (...) Curieuse conception de la démocratie (...) Sur bien des questions, les transports, l'eau, le logement, l'échelle des projets, c'est bien naturellement la grande agglomération, et pas la commune, même si c'est souvent l'échelon où s'enracinent les débats. Cela ne fait que renforcer l'exigence démocratique. Tout le contraire de la réalité (...) Car si les statuts empilent les compétences... sur les projets, silence. Silence radio sur les moyens démocratiques de les définir à la suite d'un débat qui devrait faire participer tous les citoyens. Pour faire vivre le débat démocratique, il faudrait au minimum un mandatement précis et débattu en conseil municipal des délégués à la grande communauté, une élection à la proportionnelle au suffrage universel (...)

Cette démocratie à deux niveaux écrase les minorités, étouffe les débats. Le maire décide seul de qui représente la commune (...) Affaire de législateur? Mais il est un moyen de faire vivre la démocratie qui ne relève que de la seule volonté de la future communauté : la démocratie participative. Pour rompre avec un acte de naissance marqué par le fait du prince, soumettons nos grands projets aux habitants, aux citoyens, aux usagers, aux salariés. Et le premier de ces grands débats participatifs est tout trouvé. Contre le tout auto, un grand réseau de transports publics, gratuits, écologiques, respectueux du bilan carbone et des ses salariés (...) Absence de démocratie dans le débat, absence de démocratie participative inscrite dans les statuts, absence de grands projets sociaux pour les transports, le logement, l'eau... Nous votons contre cette conception monarchique de la grande communauté d'agglomération.

>extraits de la déclaration de F. Prouhet au conseil de Canteleu. Les élus de Sotteville à gauche vraiment se sont prononcés dans le même sens disponible sur <http://www.npa2009.org/content/rouen-et-agglo>





# La Lettre Rouge est à vous !

Articles, agenda, infos...  
**Ecrivez-nous** Lcr, 40 rue des  
Murs St Yons, 76 100 Rouen, ou  
mieux  
[lettrerouge76@wanadoo.fr](mailto:lettrerouge76@wanadoo.fr)



## Nos emplois pas leurs profits

2 euros



brochure

## Automobile

0,5 euros

# NPA

40 rue des Murs St Yon 76100,  
Rouen Tél : 02 35 63 32 02

[npa.rouen-agglo@orange.fr](mailto:npa.rouen-agglo@orange.fr)

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



La formation au NPA, une priorité démocratique...

# Les ateliers du samedi matin

● **Les ateliers du samedi matin** Le NPA se construit. Tous les jours, les militant-e-s interviennent sur les différents terrains de lutte. Chaque jour ils sont sollicités sur des sujets aussi divers que l'interdiction des licenciements, les droits des femmes, les atteintes à la démocratie, etc... La liste des motifs de lutte, de résistance est malheureusement trop longue!

Toutes ces interventions nécessitent une formation politique qui fasse de chacun-e d'entre-nous un-e "expert" ayant accès aux outils de compréhension du monde dans lequel il-elle évolue.

Si nous voulons que le NPA soit réellement démocratique, à l'image de la société que nous voulons, il est indispensable que chacun d'entre-nous investisse dans sa propre "formation politique permanente".

Si nous voulons éviter la bureaucratisation du NPA, cela suppose une formation politique approfondie qui permette à chacun-e de participer effectivement aux débats internes et qui autorise la rotation des équipes de direction.

Avec tous ces objectifs, les militants de la "commission formation" organisent chaque samedi, les ateliers du samedi matin du NPA. Aussi, si vous avez envie de débattre avec le NPA, si vous avez besoin d'argumentaires, si vous avez envie de vous documenter, si vous souhaitez tout simplement nous rencontrer pour connaître nos idées et échanger, que vous soyez militant ou sympathisant, participez aux ateliers! Les prochains sujets abordés seront les suivants, mais vous pouvez proposer des sujets :

- La révolution russe 14 nov.

- Evolution/Révolution 1<sup>er</sup> épisode 21 nov.

- Le réchauffement climatique 28 nov.

- Chine, de la révolution de 1927 à Mao 5 déc.

**Les Ateliers ont lieu au local du NPA**

40 rue des murs St Yon, Rouen rive gauche, près du rond point de l'église Saint Clément.  
Bus n°6 ou métro "Europe".

## Objectif Souscription... 200 000 euros

● **Souscription 2009** objectif 200 000 euros avant le 31 décembre 2009! La première année d'existence du NPA a été riche d'expériences, de luttes, de combats... et de dépenses. Sans parler de l'activité quotidienne des 500 comités NPA et de la diffusion du journal *Tout est à nous*, qui en passant a besoin de vos abonnements pour vivre. Chèques petits et gros, libellés à "NPA souscription" sont donc les bienvenus. La souscription donne toujours droit à 60% de réduction d'impôts sur les sommes versées. Dans les jours qui viennent un onglet souscription devrait apparaître sur le site [npa2009.org](http://npa2009.org) pour pouvoir souscrire en ligne.

>Libellé NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil ou aux militant(e)s.

## Agenda...

**Tous les Samedi... Ateliers Formation du NPA** au local

**Vendredi 20 novembre Réchauffement climatique**, film-  
Débat avec Christophe Aguiton, Halle aux Toiles 18h Rouen.

**Samedi 21 novembre Droit de l'enfant et immigration**,  
rassemblement Resf, Cdlf... Cathédrale, 15h Rouen.

**Vendredi 4 décembre marche locale contre le chômage**,  
9h30, St Sever Rouen.

**Samedi 28 novembre Solidarité foyers** Maison des associa-  
tions, 22 rue Dumont d'Urville 15h, Rouen.

**Samedi 5 décembre Urgence climatique Justice sociale**

**Samedi 5 décembre Marche nationale contre le chômage**  
Paris, covoiturage.

**Abonnez-vous!**

Nom ..... Prénom ..... N°  
Rue ..... Commune .....  
Code postal ..... Tél .....  
Email ..... Lieu de travail ou de militantisme .....

- Je désire être contacté par un(e) militant(e) du NPA ☐  
- Je désire m'abonner à La Lettre Rouge, je verse 5 euros ☐

Renvoyer à Lettre rouge, 40 rue des Murs St Yons, 76 100 Rouen

**Lettre Rouge 76**

Directrice  
de publication :

**Michelle Emma**  
Imprimerie Copie Plus,  
Av. de Bretagne Rouen.

Directeur Publication Frank Prouhet  
N° CPPAP 018 P 11229  
imprimé sur papier recyclé  
Erapure 80g blanc